

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 5 MAI 2025**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE CINQ MAI,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°17 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DU BIEN SIS 28 BIS AVENUE PASTEUR A TREMBLAY-EN-FRANCE CADASTRE SECTION AR N°507**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal de Tremblay-en-France n°11-102 du 30 mai 2011 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°57 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune de Tremblay-en-France de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPTFIF,  
**Vu** la délibération n°161B du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol en date du 18 décembre 2023 portant délégation à la commune de Tremblay-en-France de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPTFIF, la commune de Tremblay-en-France et l'EPT en date du 22 septembre 2022,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Aurore JOYAUT de COUESNONGLE, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 24 février 2025 en mairie du Tremblay-en-France sous le numéro IA0930732500053, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de madame Christine PAULY de céder son bien situé à Tremblay-en-France, 28 bis avenue Pasteur, cadastré à Tremblay-en-France, section AR n°507, sans occupant, dans l'état d'occupation indiqué dans la DIA, moyennant le prix de QUATRE CENT CINQ MILLE EUROS (405 000 €),

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune de Tremblay-en-France.

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Tremblay-en-France, l'EPT et l'EPTFIF en date du 22 septembre 2022 et répond aux objectifs d'intervention de la commune de Tremblay-en-France.

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune de Tremblay-en-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée.

**DÉCIDE**

**Article 1** **De déléguer** à la commune de Tremblay-en-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Tremblay-en-France, 28 bis avenue Pasteur, cadastré à Tremblay-en-France, section AR n°507, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

**Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,  
- Monsieur le Maire de la commune de Tremblay-en-France,  
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3** **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune de Tremblay-en-France les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

**Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour extrait conforme



Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200068097-20250505-17-05-05-2025-AU  
Date de télétransmission : 14/05/2025  
Date de réception préfecture : 14/05/2025